

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Fillon s'attaque aux chômeurs en fin de droits

# **Vive le chômage, à bas les chômeurs !**

- Social -

Date de mise en ligne : mercredi 1er octobre 2003

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**La droite a besoin d'un volant de chômeurs important pour faire passer sa politique de « baisse du coût du travail », de restructuration et de privatisation.**

**La mobilisation contre la loi Fillon sur les retraites illustré clairement le poids du chômage sur la conscience des salariés : car c'est bien le poids du chômage, lié à la politique de compromission de la direction CFDT, qui a entravé une mobilisation beaucoup plus massive des salariés du secteur privé contre les projets du gouvernement.**

**Et le gouvernement espère bien que le poids du chômage jouera dans le même sens lorsqu'il s'attaquera à l'assurance-maladie.**

### **Le gouvernement entretient le chômage**

Il a supprimé les modestes freins que la loi de modernisation sociale opposait aux licenciements les plus sauvages. Les « patrons-voyous » ne se sont d'ailleurs pas trompés sur la volonté gouvernementale : ils s'en donnent à cœur joie et les plans de licenciements se multiplient.

Pour faciliter encore plus les licenciements, le gouvernement diminue de moitié le plafond légal des indemnités des salariés licenciés en cas de liquidation de l'entreprise où ils travaillent.

Les emplois jeunes sont supprimés et une bonne partie des fonctionnaires qui partent en retraite ne sont pas remplacés.

La politique économique du gouvernement va dans le même sens. Ils diminuent les impôts des riches (impôt sur le revenu, impôt dit de « solidarité » sur la fortune...) ce qui ne fera qu'accroître l'épargne alors que ce qui fait défaut à la reprise économique, c'est justement la consommation. Par, contre, ils augmentent les impôts indirects qui frappent proportionnellement davantage les plus modestes et réduit donc la consommation.

Même quand il prend ses distances avec les principes libéraux, ce n'est pas la lutte contre le chômage qui pèse d'un poids quelconque dans ses décisions. La volonté de sauver Alstom avec des fonds publics a comme finalité essentielle de sauver les profits des banques qui soutiennent cette entreprise. Le dépassement du déficit autorisé par le pacte d'austérité européen d'Amsterdam (4 % du PIB au lieu des 3 % autorisés) est le produit direct de la baisse de la fiscalité des riches et non pas le fruit d'une quelconque volonté de relance de l'emploi.

### **A bas les chômeurs !**

Car si le chômage est un bienfait pour la droite et le patronat, les chômeurs sont une calamité !

C'est pourquoi le gouvernement Raffarin n'a pas hésité, avec un cynisme quelque peu inattendu même de sa part, à s'attaquer aux plus fragiles d'entre eux : les chômeurs en fin de droit, ceux qui cessaient de percevoir les allocations chômage versées par l'UNEDIC.

Jusqu'à la dernière mesure de Raffarin, ces chômeurs percevaient une allocation différentielle l'allocation de solidarité spécifique (ASS), plafonnée à 406,0 Euros afin de permettre à un célibataire d'atteindre 949,20 Euros par mois et à un couple d'atteindre 1 491 Euros. Son versement n'était pas limité dans le temps.

Depuis les dernières mesures prises par Fillon, le versement de l'ASS sera, à partir du 1er janvier 2004, limitée à 3 ans pour les personnes qui perçoivent déjà cette allocation, à deux ans pour ceux qui entreront à ce moment là ou après dans ce système d'allocation.

Le Gouvernement justifie ce coup bas en prétextant que cela obligera les personnes concernées à retrouver plus vite un emploi. Mais comment feront-ils, alors que le taux de 10 % de chômeurs sera atteint à la fin de l'année ? Et comment, dans ces conditions justifier la baisse non pas de la durée, mais du montant de l'allocation spécifique des plus de 55 ans qui perdent la majoration de 40 % à la quelle ils avaient droit ? Qui peut croire un seul instant que c'est la perte de cette majoration qui leur fera, à 55 ans, trouver plus vite un emploi ?

### **Une machine à broyer les chômeurs les plus fragiles**

Cette attaque arrive juste au moment où les accords Unedic (signés par la Medef et la direction CFDT) vont

## **Vive le chômage, à bas les chômeurs !**

---

précipiter la fin de leur indemnisation pour plusieurs centaines de milliers de chômeurs dès le 1er janvier 2004. C'est donc une véritable machine à broyer les chômeurs les plus fragiles, les chômeurs de longue durée, que le gouvernement et le Medef ont mis en place.

D'abord, le patronat licencie à tour de bras et le gouvernement lui facilite la tâche tant par ses lois anti-sociales que par sa politique économique.

Le Medef (avec l'appui de la direction CFDT, là encore, malheureusement) prend, ensuite, prétexte de l'augmentation du chômage ainsi créée pour diminuer les durées d'allocations de centaines de milliers de chômeurs. Pour l'Unedic, dès le premier janvier 2004, ce sont entre 600 000 et 850 000 chômeurs qui devraient se trouver précipités en fin de droits.

Ces chômeurs en fin de droits, enfin, ne pourront plus bénéficier de l'ASS (qui prend le relais des allocations que l'Unedic ne leur verse plus) que pendant une durée limitée.

Il ne leur restera plus, en bout de course, que le RMI. C'est socialement et moralement inacceptable ! C'est économiquement stupide, car ces personnes consommeront moins et contribueront ainsi à boucler le cercle vicieux de la récession.

**Jean-Jacques Chavigné**